

Renoncez à vous soumettre et l'on vous jugera

Déborah Picque, Bruxelles, 6 janvier 2026.

« Renoncez à vous soumettre et vous voilà libres », a écrit Étienne de La Boétie au XVI^e siècle. C'est à partir de ce terreau fertile que la modernité européenne s'est construite. La liberté d'expression est un joyau qui, loin d'être gagné, ne cesse de nous demander force, énergie et courage. Aujourd'hui, cette liberté est de nouveau menacée.

D'abord parce que le monde de la culture se rigidifie, lui qui devrait encourager l'élargissement des horizons, favoriser l'ouverture par la multiplicité des opinions et des imaginaires. Ensuite, parce que les institutions censées protéger contre un discours normatif et punitif ne cessent de s'étioler, et de plonger dans des biais qu'on aurait rêvé résolus au XXI^e siècle.

Mieux que du théorique, une explication sous forme de témoignage : un soupçon d'empirisme et de subjectivité pour mieux étayer mon point de vue. Dans le monde de la culture européenne, certaines causes ou certaines victimes sont devenues tellement sacrées qu'il n'est plus possible d'en discuter ni de se taire, même lorsque la connaissance manque.

Dans ce cadre, les deux dernières années ont vu la culture belge devenir tout bonnement inflexible vis-à-vis de quiconque ne défendrait pas à grand bruit — et parfois en optant pour les slogans ou les tropes les plus simplistes — la cause palestinienne. Attention, mot-clé délicat. Cette cause, bien que noble et importante, est devenue un phare tant éblouissant qu'aveuglant.

Au nom de celle-ci, des structures subsidiées par l'État se donnent le droit de punir, discriminer, policer leurs concitoyens. De juger ce qu'il faut faire, dire, communiquer. Ainsi, j'ai vécu à plusieurs reprises, comme artiste, l'érection d'un tribunal symbolique, qui a abouti à une sentence à la mécanique nouvelle : l'exclusion, la mort sociale, le cancel. Raison : ma supposée non-conformité à un discours qui interdit désormais de penser Israéliens et Palestiniens comme des humains.

Car oui, il faut se conformer. Il faut se livrer sans arrêt à une bataille, comme pour performer à distance les atrocités qui ont lieu là-bas. Trouver un récit façon Disney. Éviter à tout prix la mise en lumière des personnes concernées. Opposer, caricaturer, schématiser. Soumettre. On en revient à La Boétie.

J'ai été insultée et harcelée pour ma non-conformité discursive, qui n'a jamais occulté mon humanité. J'ai signalé des cyberviolences à l'organisme avec lequel je travaillais en

bénévole, qui employait les agresseurs. Cet organisme a choisi de m'exclure et de conserver les agresseurs en son sein. Parce qu'ils font partie d'un groupe dit opprimé. Parce qu'ils utilisent les mots-clés qu'il faut. Parce que leurs slogans sont conformes.

Pis encore, UNIA, cette structure qui observe la montée en flèche de la haine en ligne, n'a pas été en mesure d'enquêter de façon approfondie. UNIA préfère écouter « la noble cause ». UNIA détourne le regard quand discrimination il y a. UNIA, elle aussi subsidiée par l'État, dont je me demande aujourd'hui — tout comme je m'interroge sur le rôle concret de l'ONU — à quoi elle sert. Si ce n'est pour proposer des voies de recours, des pistes, une aide aux personnes qui vivent la discrimination. Si ce n'est pour se poser en médiateur quand discrimination il y a.

Conclusion : quand un artiste se fait insulter parce qu'il n'est pas conforme aux slogans d'une cause, il peut vivre une exclusion, de façon à la fois arbitraire et selon un double standard. UNIA est incapable d'enquêter sur la nature du double standard. Pourtant, question rhétorique : un double standard, n'est-ce pas la nature même de la discrimination ?